

Je viole, tu violes, ils violent

De la culture du viol



Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

AVEC SEPTEMBRE viennent la rentrée universitaire et sa flopée de « semaines d'intégration ». L'alcool est devenu l'ingrédient indispensable pour construire « l'esprit de promo » et ces versions modernes du bizutage sont d'abord des marathons alcoolisés. L'organisation d'événements pour s'enivrer pour pas cher et dans de bonnes conditions demande beaucoup d'énergie aux élèves. Ces fêtes orgiaques fonctionnent sur un non-dit : accepte nos lois, tu seras des nôtres. Refuse, et tu ne pourras pas profiter des avantages d'appartenir à notre communauté.

En septembre dernier, une étudiante de Toulouse est violée pendant une telle semaine, par trois jeunes hommes. Elle se souvient parfaitement avoir été appelée par son prénom mais, à cause de l'alcool ingéré plus tôt dans la soirée et du stress intense qui résulte de cette épreuve traumatisante, elle n'est pas en mesure d'identifier avec certitude ses agresseurs. Ni une ni deux, l'administration ainsi que tous les autres étudiants font bloc : les violeurs sont obligatoirement des personnes venues de l'extérieur. En aucun cas, ils n'auraient pu être des étudiants de l'école. En discutant avec les uns et les autres, une évidence s'impose : à aucun moment ne les effleure l'idée que l'alcool et la drogue qui circulent abondamment lors de

ces soirées induisent des dérives comportementales chez les étudiants masculins. Prendre une jeune femme de force n'est pas, à leurs yeux, un acte favorisé par l'alcoolisation ni l'ambiance volontairement trash qui est instaurée pendant cette période. L'épisode se répète pourtant tous les ans, dans de nombreuses écoles et universités du monde. Une récente étude du département de la Justice américain, relayée par ABC News, estime qu'une étudiante sur quatre est victime de viol ou de tentative de viol pendant ses années d'études. Détail. Brouille. Dans la même école toulousaine, une jeune femme avait été ostracisée pour avoir dénoncé des anciens élèves qui, traditionnellement, conservent la clé de leur ancienne chambre et s'invitent ainsi chez le nouveau locataire à l'occasion de la première semaine de cours. En refusant que des hommes inconnus puissent entrer librement chez elle, elle avait contrevenu aux coutumes et s'était vu obligée de quitter l'école à cause de l'hostilité générale générée par sa protestation.

Choquée de voir des élèves et des membres de l'administration préparer le cœur léger la semaine d'intégration de cette année, j'insiste, je questionne. Je m'entends alors répondre que des mesures ont été prises : l'école conseille aux jeunes étudiantes d'évi-

ter d'abuser de substances alcoolisées ou illécites et de rester en groupes afin d'éviter les « débordements » de l'an dernier. À aucun moment, on envisage d'inciter les hommes à ne pas boire car ils pourraient violer. On apprend aux femmes à se protéger ; apparemment, il n'y a rien à apprendre aux hommes. Si j'évoque la jeune femme agressée l'année précédente de façon plus insistante, la remarque fuse, sans cesse reprise par toutes les bouches : « Elle n'aurait pas dû boire autant. » Voilà. La messe est dite. Nous sommes face, une fois de plus, à un élément de ce qu'on appelle la « culture du viol ».

Mythes autour du viol

On appelle « culture du viol » l'environnement social et médiatique dans une société patriarcale dans laquelle les violences sexuelles sont tolérées, excusées et tendent à être banalisées. La culture du viol valide un certain nombre de mythes autour du viol. Les agressions à caractère sexuel sont entourées d'attitudes et de croyances fausses mais profondément et constamment entretenues. Ces mythes collectifs servent à justifier l'attitude des agresseurs qui, en s'appuyant sur eux, peuvent ensuite individuellement se dédouaner d'avoir commis un crime. Buddie et Miller, dans « Beyond rape myths : A more

complex view of perceptions of rape victims» (article paru dans *Sex Roles*¹), montrent, dans une étude utilisant des questions ouvertes, que 66 % des personnes interrogées adhéraient aux mythes autour du viol. Quand les participants aux études citées précédemment percevaient un fort niveau d'acceptation des mythes sur le viol chez les autres, leur propension à exercer des violences sexuelles augmentait, du moins si eux-mêmes adhéraient au préalable à ces mythes. En effet, la propension au viol des hommes adhérant peu aux mythes sur le viol n'était pas beaucoup affectée par les supposées réponses des autres. Cela est plutôt cohérent, car les normes sont surtout efficaces quand elles renforcent des attitudes préexistantes². La société encourage ainsi à croire qu'un viol est le plus souvent commis la nuit, par un inconnu, dans un lieu isolé. Les femmes violées sont jeunes, jolies, habillées ou se comportent de façon sexy.

Or les hommes sont également victimes de violences sexuelles. Selon l'enquête «Contexte de la sexualité en France de 2006», 16 % des femmes et 5 % des hommes déclarent avoir subi des rapports forcés ou des tentatives de rapports forcés au cours de leur vie. Les victimes sont de tout âge, de tout milieu socioprofessionnel ; ainsi, aux États-Unis, 15 % des victimes avaient moins de 12 ans. Les femmes en situation de handicap physique ou mental sont plus sujettes que les femmes valides à subir un viol. Certaines études avancent qu'elles pourraient être quatre fois plus sujettes à des situations de violences sexuelles. Lorsque Nafissatou Diallo a déclaré avoir été violée, beaucoup ont mis en avant qu'elle était trop laide pour l'avoir été. Les accusés de Créteil ont également mis en avant le physique d'une des victimes lors du procès. Dans «Sexy dressing revisited: does target dress play a part in sexual harassment cases?» Theresa M. Beiner³ étudie la corrélation entre une tenue sexy et des cas de harcèlements sexuels. Elle montre qu'il n'y a aucun lien et que les femmes harcelées ne l'ont pas été pour leur tenue.

Le Comité féministe contre le viol, qui gère le numéro vert SOS viol, a pu mener des enquêtes statistiques et confirme que les viols ont lieu à proportion égale le jour ou la nuit et dans 67,7 % des cas, au domicile de la victime ou de l'agresseur. Les études montrent également que dans 74 % à 90 % des cas, la victime connaît son agresseur. Le viol est avant tout un crime de proximité commis par des parents, amis, voisins, collègues... Ces mythes ne servent qu'à contrôler la liberté de mouvement des femmes et à nier les réalités du viol. On cite aux femmes un catalogue de situations, de lieux et de comportement dits provocants qu'il faudrait éviter à tout prix, pour notre propre sécurité. Curieusement, les «experts» oublient de conseiller le célibat comme stratégie préven-



tive. Personne n'a envie d'expliquer aux femmes qu'elles doivent se méfier avant tout de ceux qu'elles connaissent. Au contraire, les femmes sont invitées à ne jamais sortir seules («seules» voulant dire sans homme car plusieurs femmes ensemble sont toujours perçues comme «seules»).

Les victimes de viol sont celles qui souffrent le plus directement de ces mythes, qui ont pour principale conséquence de les blâmer et de déresponsabiliser le violeur. La responsabilité du viol est donc déplacée du coupable vers la victime. En français, par ailleurs, la forme «il/elle s'est fait violer» (appelée «causatif pronominal») est très courante alors qu'à l'inverse, le passif «il/elle a été violé[e]» est beaucoup plus rare. Or plusieurs études de grammaire indiquent que ces deux expressions n'ont pas exactement le même sens: la construction causative pronominale implique une certaine responsabilité ou du moins une activité volontaire du sujet.

Banalisation

La culture du viol affirme que le viol et les agressions à caractère sexuel ont quelque chose à voir avec la sexualité, alors qu'ils ne sont que crime et affirmation d'une domination. Les violences dites sexuelles ou sexuées posent un problème de définition, car parler de violences sexuelles revient à valoriser le point de vue de l'agresseur. Car s'il est clair que le viol fait partie de la sexualité du violeur, il ne fait pas du tout partie de la sexualité de la femme violée, et donc parler de violences sexuelles et non sexuées biaise déjà le problème.

Dans l'espace public, un homme a beaucoup plus de risques d'être tué qu'une femme; pourtant on ne va jamais lui souligner que s'il sort de chez lui, il risque de finir poignardé ou tabassé à mort au coin d'une rue. La liberté de mouvements des hommes n'est pas bridée malgré les risques d'agression. On ferait rire tout le monde si une femme proposait à un homme de le rac-

Nath & Chris : Où se situe Feminism Attack et quelles sont vos tendances politiques ?

Feminism Attack : Nous sommes, pour le moment, situées à Tunis, la coloration politique est assez mitigée.

N. & C. : Pouvez-vous nous dire comment, quand et pourquoi est né votre groupe ?

F. A. : Nous étions un groupe de femmes partageant plusieurs idées et nous en sommes venues à mener les mêmes actions, mais à titre individuel : d'où l'envie de fonder le mouvement, fin 2011. Cette décision a été prise suite à notre prise de conscience de la condition de la femme en Tunisie, qui est, contrairement aux apparences, à la limite de l'acceptable. D'autant plus que les prétendus acquis se sont vus menacés par l'ascension au pouvoir du parti islamiste. Et puis, les mouvements prétendus féministes qui existent déjà n'ont pas vraiment servi la cause que nous prônons, ils ne représentent pas la vraie femme tunisienne, mais plutôt une image pseudo-bourgeoise au service d'un système.

N. & C. : Qui sont les militants de Feminism Attack ?

F. A. : Nous sommes encore un petit groupe d'élèves et d'étudiantes, nous appartenons à la classe moyenne. La tranche d'âge est comprise entre 18 et 24 ans. Nous n'avons pas encore recruté de militants de sexe masculin, bien que nous n'y voyions aucun problème.

N. & C. : En quoi consiste votre militantisme et quelles sont les actions privilégiées ?

F. A. : Pour le moment, nous n'avons pas réellement d'actions privilégiées, on fait un peu de tout, bien que nous fassions en majorité des bombages, mais c'est plus par manque de moyens et d'opportunités qu'autre chose. Nous comptons, bien évidemment, élargir notre terrain d'action et nos manières de faire dans un futur proche.

N. & C. : Comment vous organisez-vous, à quelle fréquence vous voyez-vous, de quels matériel et moyens de communication disposez-vous ?

F. A. : On s'organise autour d'assemblées générales dans lesquelles toutes les décisions du groupe sont prises. Les fréquences dépendent de la nécessité du moment. On n'a pas encore de local fixe, on se réunit dans des cafés ou des espaces publics..., ce qui n'est pas très pratique dans la mesure où nous avons déjà subi la pression policière, et même été contrôlées par des civils. Pour le moment, on n'a pas de matériel, c'est pour cela que nos actions sont assez limitées dans la mesure où nous nous autofinçons, et ce

avec notre seul argent de poche. On communique avec tous les moyens à notre portée (Facebook, téléphone).

N. & C. : Quels sont les différents groupes féministes en Tunisie ? Vos rapports avec eux ? Que pensez-vous des Femen ?

F. A. : Le plus connu est l'association Femmes démocrates tunisiennes, il y en a d'autres, mais qui ne sont ni très connus ni très présents sur la scène politique. On n'a pas vraiment de rapports avec eux, étant donné qu'on ne se retrouve pas sur les mêmes principes, et nos méthodes de travail sont différentes. Sinon, nous avons déjà exprimé notre position vis-à-vis de Femen, nous avons même publié un article détaillé sur notre page Facebook.

N. & C. : L'action politique de Feminism Attack en Tunisie peut-elle s'allier à d'autres mouvements ? Lesquels et sous quelle forme ?

F. A. : On est assez proches des mouvements Blech 7ess, Désobéissance et Alerta (NDLR : Vegan/Green Anarchism). On organise des actions ensemble : des événements culturels, des projections de films, des concerts, etc.

N. & C. : En ce qui concerne les derniers soulèvements populaires en Tunisie, et encore aujourd'hui, dans quelle dynamique vous inscrivez-vous ?

F. A. : On s'inscrit dans tout soulèvement populaire qui sert la cause du peuple, qui est contre le système et qui, surtout, n'est pas organisé par des partis politiques, qui ne servent pas que leur propre cause et qui ne visent pas le pouvoir.

N. & C. : Comment les initiatives de Feminism Attack sont-elles perçues par les Tunisiens et par les autres militants révolutionnaires ?

F. A. : Nos actions n'ont pas un grand écho populaire : en général, les Tunisiens se limitent à l'information toute prête livrée par les médias, et hormis après une ou deux arrestations suivies d'articles bâclés et désinformateurs, nous n'avons pas reçu une réelle couverture médiatique. On ne s'en plaint pas réellement étant donné que notre but n'est pas de faire la une ni de courir après la gloire.

N. & C. : Quelles sont les contraintes qui pèsent le plus sur les militants de Feminism Attack ?

F. A. : Le système et la police, généralement.

N. & C. : Les villes sont-elles, d'après vous, davantage propices aux actions féministes ?

F. A. : En ville, le travail est plus facile, car il y a une certaine prise de conscience du peuple, les gens y sont plus ouverts et la femme y est plus émancipée, contrairement à la campagne où, parfois, les gens sont littéralement coupés du monde. Par contre, nous envisageons de travailler dans les milieux ruraux dès que nous en aurons la possibilité, nous avons d'ailleurs plusieurs projets à ce sujet.

N. & C. : Comment l'action répressive s'exerce-t-elle sur les anarchistes féministes ? Y a-t-il des précautions à prendre ?

F. A. : Les dangers sont à peu près les mêmes pour toute personne qui va « contre le courant » : bombes lacrymogènes, matraques, violences policières, interpellations, emprisonnements, menaces, etc. Nous n'avons pris aucune réelle précaution parce que cela nous limiterait énormément sur le plan des actions.

N. & C. : En dehors des forces répressives classiques, quels sont vos adversaires ou ennemis politiques les plus redoutables ?

F. A. : Les partis politiques extrêmes, qui sont tous au service du même système, directement ou indirectement.

N. & C. : Pour conclure, quelles sont vos perspectives ?

F. A. : Nous espérons combattre pour notre cause encore très longtemps et, surtout, que nos combats soient fructueux et qu'ils servent cette lutte, qu'on puisse aboutir à un réel changement et participer à une certaine prise de conscience du peuple.

